

-3 DEC 02 14 10

SECRETARIAT  
C

**REPRESENTATIVITE DE LA NOUVELLE IMMIGRATION AU QUEBEC**  
MEMOIRE SOUMIS PAR LE GARRETOUR DES COMMUNAUTES DU QUEBEC

Rédigé par :  
M. Lam Chan Tho

# REPRÉSENTATIVITÉ DE LA NOUVELLE IMMIGRATION AU QUÉBEC ET LE MODE DE SCRUTIN

## MÉMOIRE SOUMIS PAR LE CARREFOUR DES COMMUNAUTÉS DU QUÉBEC

---

### Introduction

1) Composition des communautés culturelles au Québec et caractéristiques:

- a) comment les immigrants sont perçus (annexes 1, 2 et 3);
- b) comment les immigrants perçoivent le Québec (annexe 4);
- c) ancienne immigration:
  - majoritairement anglophone;
  - bien établie;
  - bien structurée;
  - et bien représentée.
- d) nouvelle immigration:
  - née ailleurs qu'au Canada;
  - majoritairement francophone;
  - mal structurée;
  - non-représentée; et
  - plus nombreuse.

2) Situation particulière de la nouvelle immigration:

- a) faible représentativité politique:
- b) forte concentration à Montréal:
  - faible représentation de Montréal → déficit d'influence politique par rapport aux régions → communautés culturelles sous-représentées doublement.

3) Résultats de cette sous représentativité:

- a) l'intolérance raciale;
- b) clivage social et pauvreté;
- c) absence de centres d'accueil pour les membres des communautés culturelles (langue, culture, etc.).

4) Piste de solution

- a) Région c. Montréal → article de Pierre Serré (*La Presse* 27/10/2002)
- b) Vote proportionnel

**Conclusion :** Patriotisme versus humanisme

- À défaut d'un projet de société, c'est à nous d'en proposer un.

## Introduction

Selon l'étude de Jack Jedwab de l'association des études canadienne dont l'extrait est publié par La Presse le 4 juillet 2002, un Canadien sur cinq est né à l'extérieur du Canada. Les Asiatiques représentent 53% des immigrants. Le Québec continue à perdre ses citoyens. En 1996 et 2001, 71 000 Québécois sont partis s'établir ailleurs au Canada. Il est à prévoir que de 2002 à 2006, la saignée continuera. Le Québec est bon dernier en terme de croissance de la population. Il arrive au 46<sup>e</sup> rang en Amérique du Nord. Le dernier rang est occupé par Terre-Neuve. La raison donnée est la bonne santé économique des autres villes de prédilection. Mais maintenant avec une économie florissante par rapport au reste du Canada et même par rapport aux États-Unis, pourquoi l'exode continue-t-il ? Est-ce que la représentativité qui crée un sentiment d'appartenance y est pour quelque chose ?

### **1) Composition des communautés culturelles au Québec et caractéristiques.**

#### a) Comment les immigrants sont perçus

Selon le sondage pour SRC publié le 21 mars, 2001 (annexe 1) :

- Les Québécois jugent que 54% des Québécois font preuve de discrimination raciale.
- Ils jugent à 46,4 % que les minorités ethniques seraient racistes.
- Plus on est riche et éduqué, moins on est raciste.
- Ceux qui gagnent moins de 25 000\$ continuent à voir les immigrants comme des voleurs de jobs.
- Il apparaît que les francophones restent en général plus méfiants face aux immigrants et face aux minorités.

Mais selon le même sondage :

- Les immigrants indiquent à 70,8 % que leur intégration s'est faite « très » ou « assez facilement ».
- Les immigrants nés ailleurs qu'au Canada (nouvelle immigration) à 80% croient qu'il faut apprendre le français.

Selon l'article de Martine Roux publié dans La Presse du 24 janvier 2001 (annexe 2), les immigrants arrivés il y a dix ans sont de moins en moins différents des Québécois de souche. 80% des néo-Québécois ont acquis une bonne connaissance du français oral. Le deux tiers s'expriment en français au travail. 61% d'entre eux utilisent le français à l'extérieur de la maison et 20% à la maison. La très grande majorité s'est établie à Montréal et 36% des néo-Québécois deviennent propriétaires. Ils ont voté à 84,9% aux élections provinciales de 1998 et 87,3% au référendum de 1995. Ils viennent de 78 pays. Cependant la régionalisation de l'immigration a été un échec selon l'article de Rima Elkouri du samedi le 3 mars, 2001 (annexe 3).

#### b) Comment les immigrants perçoivent le Québec

Selon le sondage SOM - La Presse – RC publié le 16 octobre, 2001 (annexe 4), 83% des immigrants interrogés trouvent que la société québécoise est tolérante. 57% d'entre eux trouvent que les Québécois sont plus favorables à l'immigration que les autres Canadiens mais 29% d'entre eux se sentent exclus. Deux immigrants sur cinq surestiment la population des immigrants de la nouvelle génération de Montréal. Deux immigrants sur cinq sous-estiment cette population. Dans les faits, 18% de la population de Montréal est né ailleurs.

#### c) Ancienne immigration

Lorsqu'on parle d'immigrant on confond les Québécois nés de parents immigrants avec des immigrants nouvellement arrivés. On a intérêt à différencier les deux groupes car leurs besoins et leurs caractéristiques sont très différents.

L'ancienne immigration à cause des circonstances historiques est majoritairement anglophone. Elle est bien structurée, bien établie et bien représentée. On peut classer dans cette catégorie la communauté juive, la communauté italienne et la communauté grecque. Ces communautés ont un poids politique non-négligeable.

#### d) Nouvelle immigration

On peut classer dans cette catégorie les immigrants nouvellement arrivés et les Québécois nés au Québec de parents immigrants nouvellement arrivés. En gros, elle

est constituée des membres des autres communautés culturelles excluant les trois communautés citées ci-haut. Cette nouvelle immigration est majoritairement francophone. La loi 101 a joué un rôle non-négligeable. Cette nouvelle immigration est mal structurée, non-représentée bien que plus importante en nombre.

## 2) Situation particulière de la nouvelle immigration.

### a) Faible représentativité politique

On constate que :

- À l'Assemblée nationale, sur un nombre de 29 députés pour représenter Montréal, on a trois députés de l'ancienne immigration, soient:
  - a) William Cusano du comté de Viau
  - b) Anna Mancuso du comté de Viger
  - c) Christos Sirros du comté de Laurier-Dorion

Et aucun député issu des communautés culturelles de la nouvelle immigration. Pourquoi une ville dont 18% et plus de la population viennent d'ailleurs n'a pas de députés issus de cette nouvelle immigration?

- Par contre, à l'Assemblée nationale nous avons deux députés de la nouvelle immigration, soient:
  - a) Fatima Houda-Pepin du comté de La Pinière
  - b) Joseph Facal du comté de Fabre
- À la ville de Montréal, on a six élus municipaux issus de la nouvelle immigration et 14 élus municipaux de l'ancienne immigration.

En général, les immigrants ne sont pas attirés par l'option souverainiste. Il suffit de se rappeler de la déclaration de l'ex-Premier ministre Jacques Parizeau sur le vote ethnique et l'argent. Cependant, il faut rappeler aux souverainistes que la clé du développement du fait français est détenue par les Néo-québécois, et ce, selon l'article de Normand Delisle, publié dans La Presse du jeudi 23 novembre 2000 (annexe 5) où on peut noter que:

« Surtout à Montréal, la survie et le développement de la francophonie vont dépendre de plus en plus des néo-québécois. » (avertissement du professeur Gérard Bouchard de UQAC)

« Il importe donc de mettre en place des conditions qui créeront une attraction vers le français. » (selon le même professeur Gérard Bouchard, frère de l'ex-Premier ministre Lucien Bouchard)

De plus, selon l'article de Claude Bariteau, publié dans La Presse du mercredi 30 septembre 1998 et intitulé *L'Indirect Rule est toujours en vigueur au Québec*, on peut lire:

« Les promoteurs des mouvements 'nationalistes' doivent choisir entre deux parcours. Le premier conduit au repli ethnique; le second à l'indépendance. »

« Ils (les souverainistes) découvriront alors qu'ils ont tout avantage à consolider les assises citoyennes de leur projet en renforçant les liens sociaux entre les Québécois et les Québécoises. »

N'est-il pas exagéré de penser tout haut que l'indépendance du Québec passe par les communautés culturelles qui éviteront au mouvement souverainiste d'être seulement un repli ethnique et qui consolideront les assises citoyennes du projet des souverainistes. Et il n'est pas illogique de penser que la nouvelle immigration est un terroir fertile pour les souverainistes si cette nouvelle immigration ne se sent pas représentée et reconnue.

#### b) forte concentration à Montréal

L'article de Martine Roux (annexe 2) a spécifié que: « La très grande majorité s'établit à Montréal mais essaim progressivement vers la banlieue montréalaise. » L'article de Mme Rima Elkouri (annexe 3) avec son tableau citant les chiffres du ministère des relations avec les citoyens et de l'immigration, nous démontre clairement que seulement 17% des nouveaux venus s'installent en dehors de Montréal en 2000. L'objectif visé est de 25% pour 2003. La forte concentration

des communautés culturelles à Montréal couplée avec le mode actuel de scrutin fait que le vote d'un citoyen de Montréal n'est pas égal celui d'un citoyen des régions.

Selon Pierre Serré, docteur en science politique à l'Université de Montréal, dont l'article a paru dans La Presse du dimanche 27 octobre 2002, le vote en bloc des non-francophones amène les partis à courtiser les électeurs en dehors de Montréal. En guise d'explication, il évoque les faits suivants:

- Sur l'île de Montréal, l'alternance partisane ne touche plus que quelques circonscriptions tandis que la diminution du poids démographique des francophones en fera progressivement disparaître d'autres du nombre des circonscriptions susceptibles d'alternance partisane. Et il nomme les circonscriptions susceptibles d'alternance, telles que Rosemont, Crémazie, Mercier, Gouin, Anjou et St-Marie / St-Jacques.
- En 1994, la région de Montréal comptait 30% de tous les changements d'allégeance partisane. Dans l'état actuel des choses, ce pourcentage pourrait descendre sous la barre de 25%.
- Cette dynamique sociopolitique constitue une source d'instabilité sociale pour Montréal et l'ensemble du Québec à cause de l'absence d'une « main invisible » chargée de régler les relations entre les groupes.
- En somme, le rôle moteur de métropole économique et sociale de Montréal ne correspond pas actuellement à son poids politique ce qui explique le faible poids politique à l'Assemblée Nationale.

Et l'auteur prône le mode de représentation proportionnelle comme solution.

L'auteur prédit aussi la scission entre allophone et anglophone sur la question d'appartenance au Québec forcera la création d'un parti représentant les intérêts des anglophones.

Par contre, Mme Barbara Kay, membre de Cité libre, se demande à quant la formation d'un parti de Montréal ou bloc Montréal dans son article *It's Time for a*

*Bloc Montreal* and she asks the question why Montreal, that accounts for one-third of Quebec voters, 55% of the province's economic output, both of the major research universities of the province, almost all of the province's knowledge based industries and 75% of its exports, controls only one-quarter of the seats in the National Assembly.

The answer is the skewed voting system. And she points out that during the 1994 election Jean Charest and Lucien Bouchard, two provincialists, ignored completely the city. It's a non issue for them. For Charest, the city was already conquered and for Lucien Bouchard the city was a lost battle.

### 3) Résultats de cette sous représentativité.

- a) Les mépris interraciaux ou interculturels sont causés par l'ignorance et le manque de représentativité. Le stéréotype remplace l'image manquant; ce qui est plus vrai encore en politique.

L'absence de représentativité engendre la discrimination ou l'intolérance raciale; un des nombreux modes d'expression du racisme.

Ce mépris est insidieux et difficilement prouvable devant les tribunaux.

L'article de Mme Rima Elkouri paru dans La Presse de samedi 16 juin 2001, intitulé *Discrimination raciale: les recours semblent inefficaces* (annexe 7) a noté que: « Alors qu'on estime que le quart des membres de minorités visibles sont victimes de discrimination, le Tribunal des droits de la personne du Québec n'a presque pas traité de cas de racisme depuis 11 ans. »

- b) Selon le même article de M. Pierre Serré cité ci-haut « d'autres problématiques sont aussi touchés par ce problème de représentation politique notamment le clivage entre classes sociales, les problèmes de pauvreté, le décrochage scolaire, etc. »
- c) Une des conséquences les plus palpables de cette sous-représentation des communautés culturelles de la nouvelle immigration est le manque de centre



d'accueil voué à cette clientèle. Les communautés, membres de l'ancienne immigration, sont très bien pourvues.

**4) Piste de solution.**

- a) Redonner à Montréal une influence politique auprès des décideurs gouvernementaux à la mesure de son poids démographique.
- b) Établir le vote proportionnel qui rétablirait partiellement la distorsion subie par les communautés culturelles de la région de Montréal.

## Conclusion

Le nationalisme est défini comme la haine des autres et le patriotisme comme l'amour des siens. Mais l'homme moderne a oublié de remettre en question la conception même du patriotisme. Le professeur George Kateb, directeur du programme de philosophie politique à l'université de Princeton, dans son article « Le patriotisme est-il une erreur ? » publié par la revue *Social Researcher*, vient de nous rappeler que :

- le patriotisme est la forme la plus mortelle de l'attachement au groupe;
- le patriotisme est par dessus toute de l'idolâtrie, « et comme c'est le cas pour beaucoup d'idoles, l'adoration de la patrie est destructrice et suicidaire » ;
- le patriotisme est l'amour de son pays, un amour qui peut amener le citoyen à mourir et à tuer.

Et pourtant pour ce même professeur, le pays est une abstraction. Selon le professeur Kateb, « pour l'essentiel, le pays est une invention, un amalgame d'ingrédients imaginaires. Certes, il y a un territoire, une géographie, une nation, « mais chaque pays est aussi fort de souvenir transmis, vrais et faux, d'une histoire faussement embellie et d'un sens de parenté dont la parenté est en grande partie inventée et des lieux sociaux généralement invisibles et impersonnels, abstraits qui sont rendus visibles et personnels par l'opération de l'imagination. »

Et cette invention est une forme d'amour de soi-même, un « narcissisme de groupe ». De plus, « vous ne pouvez pas aimer cette entité abstraite comme un pays sans détester les autres pays », affirme le professeur, par ce que les pays sont, par nature, des organisations de et pour le pouvoir en compétition réelle ou latente. »

Pour conclure, le professeur Kateb affirme « certes, un peuple doit lutter pour préserver sa culture et ses institutions. Cependant, une culture vaut qu'on lutte mais pas qu'on meure on qu'on tue pour elle. »

L'ex-premier ministre Jacques Parizeau s'est aperçu aussi que « pendant des années, on s'imaginait que les frontières économiques correspondaient aux frontières politiques. Cette idée est dépassée. La définition d'un pays à notre époque est culturelle, dans le sens large avec ses programmes sociaux, ses soins de santé, sa langue. » Et c'est ce qu'il a déclaré lors des colloque « Gouvernance mondiale 2002 ».

Les membres des communautés culturelle de la nouvelle immigration ne peuvent qu'être d'accord avec lui en adoptant la culture de la tolérance du Québec ainsi que le fait français tel que développé précédemment. En retour, ne méritent-ils pas le minimum de représentativité dans les instances de décision qui vont façonner leur société de demain. À défaut d'un projet de société qu'on a façonné pour eux, les membres des communautés culturelles ont le droit et le devoir de soumettre leur vision de la société québécoise de l'avenir.

Cependant, il faut aussi dire que les membres des communautés culturelles de la nouvelle immigration réalisent que la vie est belle au Québec.



# Les Québécois méfiants face aux immigrants

LOUISE LEDUC

LES QUÉBÉCOIS voient d'un oeil assez favorable l'arrivée d'immigrants au pays, à condition qu'ils trouvent un emploi et qu'ils contribuent positivement à l'économie. tant pis pour la compassion : sur 46 % des Québécois, il est temps de ralentir le flot de réfugiés politiques.

C'est ce qui ressort d'un sondage SOM/La Presse/Radio-Canada, qui illustre bien notre hospitalité même toute plutôt intéressée et un petit fond raciste encore difficilement contenu.

Ainsi, s'ils disent s'entendre assez bien avec leurs voisins ou leurs collègues de minorités visibles, les Québécois sont assez nombreux à avouer que s'ils étaient patrons ou qu'ils s'ils pouvaient choisir, leur premier choix irait à un immigrant d'origine, celui-ci ou leurs employés seraient les plus blancs possibles.

Même en cette ère de rectitude politique, pas moins de 13 % des Québécois montréalais et 17 % de ceux de l'extérieur de Montréal trouvent en effet sans ambiguës qu'ils n'engageraient pas ou probablement pas une personne noire ou d'un autre couleur. Plus encore, 28 % croient que cela les dérangerait de



voir un membre de leur famille immédiate choisir un conjoint issu d'une minorité visible.

Encore un peu racistes, les Québécois, et assez lucides. Ils sont en effet 54 % à juger que les Québécois — eux inclus ? — sont preuve de « discrimination raciale ». Fait à noter, cependant, ils n'auraient pas à leur avis le monopole de ce vice. Selon 46,4 % des répondants nés ici, les minorités ethniques seraient elles-mêmes assez racistes, impression corroborée par 44 % des répondants nés à l'étranger.

« Un fait demeure, tout au long du sondage : plus on est scolarisé et riche, moins on est raciste, note

## QUÉBÉCOIS

Suite de la page A1

Guy Larocque, analyste chez SOM. Les plus vulnérables de la société, ceux dont les revenus sont inférieurs à 25 000 \$, semblent continuer de voir les immigrants comme des voleurs de job. À la lumière de nos résultats, il apparaît aussi que les francophones restent en général plus méfiants face aux immigrants et face aux minorités. »

### Une intégration facile

Quelques données plus réjouissantes ? Étonnamment, malgré ce qui précède, malgré, aussi, l'hiver qui n'en finit plus, pas-moins de 70,8 % des immigrants indiquent que leur intégration s'est faite « très » ou « assez facilement », particulièrement s'ils habitent à Montréal.

Dans le sondage, ils affichent au demeurant la meilleure volonté du monde à assimiler la culture d'ici. Au total, 80 % des répondants nés ailleurs qu'au Canada croient notamment que les immigrants doivent apprendre à parler le français.

Parmi les bonnes nouvelles de ce sondage se trouve aussi cette ouverture manifeste des plus jeunes : 63 % des répondants âgés entre 18 et 24 ans disent avoir au moins deux amis d'une origine ethnique différente de la leur.

Ce sondage téléphonique a été réalisé par SOM entre le 8 et le 16 mars. Au total, 1304 entrevues ont été complétées. La marge d'erreur est d'au plus 3,2 points de pourcentage 19 fois sur 20.

Voir QUÉBÉCOIS en A2  
Autres informations en A5

Marie-Noël, posent devant un journal

La Presse 24/11/2001

# Des néo-Québécois presque pure laine

## Une nouvelle étude ébranle plusieurs mythes sur les immigrants

MARTINE ROUX

CENT SERAIT l'un des rares vestiges que les immigrants débarqués au Québec, il y a 10 ans comptent de leur contrée d'origine: selon une étude menée par le Centre d'études ethniques de l'Université de Montréal, les néo-Québécois adoptent majoritairement le français et s'enracinent profondément dans la société.

En somme, les immigrants arrivés il y a 10 ans sont de moins en moins différents des Québécois de souche, constate le directeur du Centre d'études ethniques de l'Université de Montréal (CEETUM) et l'un des auteurs de l'étude intitulée *« Ils sont maintenant d'ici! »*, Jean Renaud.

Ces conclusions bousculent nombre d'idées reçues, mais le chercheur se dit « convaincu qu'un changement radical s'est produit. Après 10 ans, les immigrants ne sont plus des étrangers. Ils sont d'ici. » Québécois et néo-Québécois se fondent en une seule société, « avec les mêmes misères et les mêmes grandeurs », affirme-t-il.

En 1989, les chercheurs ont passé six mois à recruter 1880 nouveaux arrivants aux postes-frontières de LaColle, Dorval et Mirabel. Pour avoir un portrait juste de l'intégration, ils ont soumis les répondants à quatre vagues d'entrevues successives. Dix ans après l'arrivée, 22 personnes se sont prêtées au jeu de l'ultime questionnaire.

Résultats? Le français prédomine dans la vie publique de ces

immigrants: 61% n'utilisent que la langue de Molière à l'extérieur de la maison, tandis que moins de 20% s'expriment uniquement en anglais. Quelque 80% des néo-Québécois ont acquis une bonne connaissance du français oral, contre 62,5% pour l'anglais oral. Les deux tiers s'expriment en français au travail.

Même si la langue maternelle est majoritairement parlée à la maison, le français y fait des progrès notables et 10 ans après leur arrivée, les néo-Québécois l'utilisent deux fois plus. « C'est la langue qui pénètre le plus à la maison », note Jean Renaud.

L'intégration des immigrants se poursuit dans toutes les sphères de la vie quotidienne, rapporte l'étude, et l'emploi est loin de faire exception. La moitié des répondants décrochent un premier emploi après 15 semaines de séjour. Cette progression s'accroît progressivement et rejoint le taux d'emploi de l'ensemble de la population après 10 ans, souligne M. Renaud.

Les industries manufacturières (29%), le commerce de détail (17%) ainsi que l'hébergement et la restauration (10%) sont les principaux milieux de travail des néo-Québécois. Ces emplois s'obtiennent rapidement, explique le directeur du CEETUM. Certains y restent, d'autres en sortent. Globalement, on peut qualifier l'insertion en emploi de heureuse, même si ce n'est pas l'Eldorado.

Voir NÉO-QUÉBÉCOIS en A2

En 10 ans passés au Québec, plus des deux tiers des immigrants ont suivi une formation à temps plein ou à temps partiel. La très grande majorité s'établit à Montréal, mais essaime progressivement vers la banlieue montréalaise. Après une décennie, 36% des néo-Québécois sont propriétaires.

Enfin, l'étude hache menu le mythe de l'immigrant-qui-rève-d'ailleurs: depuis leur arrivée, 99,3% des personnes interrogées n'ont jamais fait de demande pour émigrer dans un autre pays! Mieux: quatre sur cinq jugent que leur situation s'est améliorée, 68% ne retourneraient pas dans leur pays d'origine et 83% encouragerait un compatriote à immigrer au Canada. Autre signe d'attachement, les taux de participation aux élections sont élevés: 84,9% aux élections provinciales de 1998 et 87,3% au référendum de 1995.

« Le Québec est une terre d'intégration qui fonctionne, conclut Jean Renaud. Les immigrants des dernières cohortes veulent contribuer à cette société. C'est une nouvelle génération, avec de nouvelles attitudes. »

Les données colligées par les chercheurs sont uniques au monde, dit M. Renaud. L'étude a été réalisée auprès d'immigrants en provenance de 78 pays dont les plus représentés sont le Liban, Haïti, la France, le Vietnam et le Maroc.

Des milliers de malentendants ont retrouvé leurs activités grâce à l'aide auditive. Elle est si petite et se glisse confortablement dans l'oreille.

# DE AUDITIVE

## La flamme & Associés

MONTREAL  
525, rue Sherbrooke Est #1  
LONGUEUIL  
99, place Charles-Lemoyne, bureau 102

ST-JEAN • (450) 349-1260  
900, boul. du Séminaire, bureau 140  
LAVAL • (450) 629-9887  
1435, boul. St-Martin Ouest, bureau 300

\*Le modèle illustré n'est pas celui en vente à l'heure.

ous envoyez tous douzaines de s dans une région, elles ne res- is. Poursuit le ministre. Parce aura pas la masse critique né- pour créer un environnement n s'inscrire à rester. Quand on a ions en quatre familles de Vico en Abitibi, au bout d'un an et revenues »

2003, si les objectifs sont at- e quart des nouveaux immi- établitront en région, compara- t à 14 % en ce moment. Ains, re accueillir 17 000 personnes ju à Montréal et à Québec.

« L'immigration en région est la réalité, croit le ministre. igration depuis quelques an- orde de Montréal. Vous n'avez r à Saint-Jérôme, dans l'Ou- dans les Cantons-de-l'Est, la gie. Le point de départ, ce n'est »

lo Vieira, président du Conseil ions interculturelles, demeure eptique. Il y a « régions » et » et il ne faudrait pas attribuer malisation de l'immigration ce e plutôt de l'étalement urbain, Est-ce que Saint-Jérôme, c'est on ? demande-t-il. Laval, c'est o ? comme une région ! »

eux de M. Vieira, le projet du : est « irréalisable ». C'est bien de vouloir doubler le nombre ants en région, mais si on ne as aussi les moyens d'y arriver, restera stérile, croit-il. « Ce par magie ou par incantation arriver », dit-il.

l on demande au ministre. Si- les autorités régionales auront e de moyens pour l'intégration veaux arrivants, il parle de es millions » de plus cette an- ; reste plutôt évasif. « Il s'agit ) plus de recueillir les ressources avons déjà », dit-il, en faisant à un véritable plan d'intégra- ; chaque région. « Il faut que



## IMMIGRER EN RÉGION SAM - Des objectifs ambitieux

DIM 2 > La Vieille Capitale  
LUN 3 > L'exotisme au village

ur les états du Provingo de Saint-Hyacinthe, l'été dernier, les tout premiers légumes chinois produits en serre au Québec. Une commande expresse de Maskoutains soudainement friands de courges torchon et de brocolis chinois ? Pas vraiment. À Saint-Hyacinthe, on ne connaît de « chinois » que le pâté, ou presque. « Il a fallu mettre des recettes dans les sacs d'emballage pour aider les gens », explique Guiying Wang.

Mme Wang vient de Pékin. Elle est horticultrice. La communauté chinoise de Saint-Hyacinthe, c'est elle.

Son patron, Claude Laniel, directeur du Centre d'information et de développement expérimental en sericulture de Saint-Hyacinthe (CIDES), était à la recherche de quelqu'un pour développer en serre des légumes orientaux. « Avec le nombre grandissant d'immigrants dans la province, il y a de plus en plus de demandes pour ces produits. Mais, au Québec, tout nous vient des États-Unis, explique-t-il. Les légumes qu'on retrouve dans le Quartier chinois sont tous importés. »

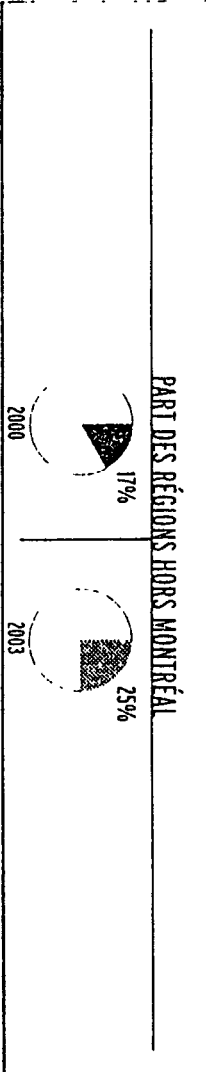
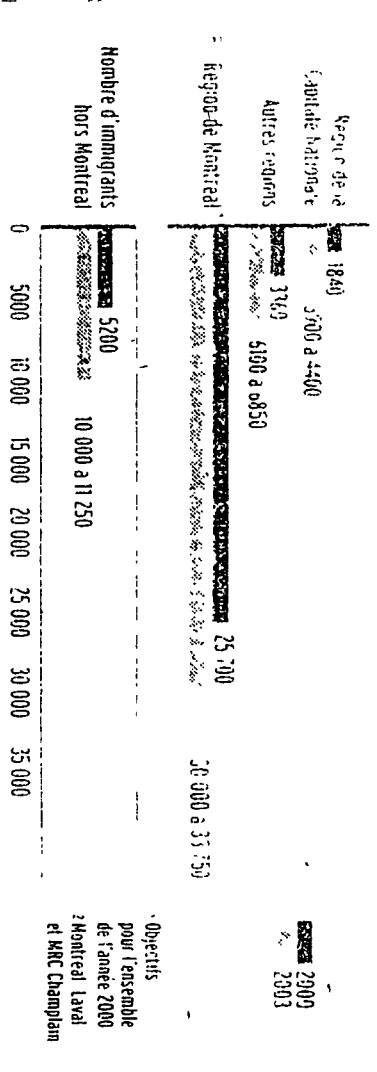
Pour réaliser son projet, M. Laniel devait recruter un horticulteur qui a des contacts en Chine, qui parle le chinois et qui connaît les légumes chinois. Bref, il lui fallait Mme Wang.

Arrivée en octobre 1999 à Montréal avec son mari Shaouin Yang et son fils Bo, Mme Wang ne réussissait pas à trouver un emploi dans son domaine. Quand le Centre Sino-Québec de la Rive-Sud lui a dit qu'il y avait une possibilité d'emploi à Saint-Hyacinthe, capitale québécoise de l'agroalimentaire, elle ne savait pas vraiment où c'était, mais s'est dit pouquoi pas.

Après huit mois, elle ne regrette rien. « Je préfère Saint-Hyacinthe à Montréal, dit-elle. À Montréal, les clients travaillent dans une

## LA RÉGIONALISATION DE L'IMMIGRATION

Annexe 3



Source: Ministère des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration

« À Saint-Hyacinthe, on est plus ouverts qu'on l'était », dit Johanne Delage, du Club de recherche d'emploi de Saint-Hyacinthe. « Pour les jeunes, l'adaptation se fait tout naturellement. C'est souvent pour les adultes que c'est plus difficile. »

Personne ne clamera haut et fort être contre l'immigration. Mais parfois, parce que les gens ne sont tout simplement pas habitués à la différence, on sent certaines réticences, note Mme Delage, qui est également conseillère municipale à Saint-Hyacinthe. « Il faut sensibiliser le milieu. Souvent les employeurs disent : *Je suis d'accord, mais pas dans ma cour!* Certains ont des préjugés. Ils croient ce qu'ils voient dans les films et pensent, par exemple, que tous les Arabes sont des méchants. D'autres disent : ils vont nous voler nos jobs. Mais dans les faits, les immigrants apportent beaucoup à l'économie et ils ne volent pas d'emplois ! Ils prennent souvent ceux dont les autres ne veulent pas ! »

Enthousiaste à l'idée d'accueillir davantage d'immigrants dans la ville qu'on dit être « la plus française d'Amérique », Mme Delage ne ménage aucun effort. Elle multiplie les rencontres avec les employeurs, elle tente de sensibiliser le milieu scolaire. Elle est

mière étape. Ce qui est le plus difficile, c'est de les garder dans la région. Sur les dix familles kosovares accueillies en 1999 à Saint-Hyacinthe, une seule y est demeurée. Les autres sont parties pour l'Ontario. « On était très heureux de les accueillir, mais on n'était pas prêts. La langue était un réel obstacle. En milieu de travail, c'était difficile, parce qu'ici, c'est très francophone », observe Mme Delage.

Saint-Hyacinthe ne se décourage pas. Le projet de régionalisation de l'immigration y est vu comme un défi tant pour la société d'accueil que pour le nouvel arrivant. « Mais il nous faut plus de moyens », dit Mme Larra-guibet, qui note que les responsables de l'accueil sont toujours à bout de souffle.

« Pour que la régionalisation soit un succès, ça prend vraiment la participation de plusieurs acteurs », observe Xixi Li, coordonnatrice au Centre Sino-Québec de la Rive-Sud. « Le cas de Mme Wang, c'est un bon exemple de réussite », souligne-t-elle.

Pour le couple chinois, le fait de vivre à l'écart de la communauté sino-québécoise, surtout concentrée à Montréal et à Brossard, facilite l'intégration. « Ici, on peut apprendre le français plus vite qu'à Montréal, note Mme Wang. On n'a pas le choix, on n'a pas d'amis

# Langue st la conde ntière

ANDRÉ AMIOT

est toujours à cro-  
son pyrama bleu et  
he derrière son père a  
leur petit appartement  
dans le quartier Côte-  
elle fonce droit devant  
le pour lui rendre la  
jurne fendu jusqu'aux  
répète son nom et des  
m perdre le souffle. Ses  
jian Thambimuhu et  
Thambiatyah, sont fiers  
il typiquement sri lan-  
e dans leur pays d'ori-  
tes accueillent les visi-  
c empressement et  
quelques jours de son  
univertaire, Karimce  
ni les secrets du thé ni  
phis gâteaux, mais elle  
et faire soufrire. Tija-  
lette sœur d'un an et  
réservé, est tout aussi  
l famille ne reçoit pas  
/site.  
souvent des Tannouls  
s, mais les Québécois  
res, explique M. Tham-  
s, petites sont pas mal.  
À part des « thank  
pétition, les petites ne  
la langue de leur mère,  
ne ne parle pas français  
gouine que quelques  
5. Pourtant, la petite fa-  
tsière québécoise. Pas  
7, mais bien dit.

SONDAGE SOM/LA PRESSE/RADIO-CANADA

> Juste avant votre arrivée au Québec, perchiez-vous des différences entre le Québec et le reste du Canada?		Ensemble (n=560)	
OUI	43,0 %		
NON	57,0 %		
> Vos perceptions du Québec ont-elles changé depuis que vous êtes arrivés?		Ensemble (n=593)	
Beaucoup	47,9 %		
Un peu	32,5 %		
Pas du tout	19,6 %		
> Votre perception est-elle maintenant...?		Ensemble (n=472)	
Plus positive	38,1 %		
Plus négative	23,9 %		
Au fin ni l'autre	37,9 %		
> D'une façon générale, diriez-vous que les valeurs dominantes de la société québécoise sont... des valeurs dominantes de votre pays d'origine?		Ensemble (n=596)	
Très semblables	9,4 %		
Assez semblables	24,8 %		
Assez différentes	27,0 %		
Très différentes	38,8 %		
> Selon vous, est-ce pour le mieux... pour le pire?		Ensemble (n=392)	
Pour le mieux	51,3 %		
Pour le pire	30,9 %		
NSP/NNP	17,9 %		

# Le Québec, une terre accueillante

## Aux yeux de 83% des immigrants interrogés, la société québécoise est tolérante

JUDITH LACHAPPELLE

ILS ONT QUITTÉ leur pays, leur famille, leurs amis, leur culture. Ils sont arrivés au Québec il y a quelques mois ou plusieurs années avec une certaine perception de leur terre d'accueil. Et quand on leur pose la question aujourd'hui, leur constat est clair : même si ce qu'ils ont trouvé ici est parfois très loin de ce à quoi ils s'attendaient, ils estiment majoritairement que la société québécoise est accueillante et tolérante.

Volla les premières conclusions d'un grand sondage SOM-La Presse-Radio-Canada mené auprès des communautés culturelles du Québec et que nous vous présentons en détail aujourd'hui et demain. Qu'apprend-on dans cette radio-

maintenant qu'ils sont éablis, connaissent toujours assez mal la société québécoise à l'extérieur de la région métropolitaine. Ils sous-estiment le nombre de Québécois de langue maternelle française, jugent qu'il y a assez d'immigrants, et surestiment la proportion d'immigrants dans la province. Deuxième constat : les immigrants de langue anglaise ont plus de difficultés à s'intégrer et ont généralement plus de perceptions négatives à l'égard de la société québécoise.

Le Québec n'est vraisemblablement pas une société distincte pour



reste du Canada avant d'arriver au pays. Pas étonnant que 80% d'entre eux disent que leurs perceptions du Québec ont changé depuis leur arrivée, dont 48% qui disent que ces perceptions ont « beaucoup » changé. Pour le mieux? Oui, pour la majorité d'entre eux. Sauf que près du quart des répondants disent avoir maintenant, des perceptions plus négatives. « Serait-ce dû à une certaine désillusion? » se demande l'analyste de SOM, Guy Larroque.

Malgré tout, la grande majorité (57,7%) des répondants estime que les Québécois sont plus favorables à l'immigration que les autres Canadiens : 83% des répondants ont décrit la société québécoise comme étant « tolérante ».

En ce sens, ils se perçoivent généralement eux-mêmes comme

gent », croit Guy Larroque. « Sauf qu'il y en a tout de même 29% qui se sentent exclus. » Autre donnée inquiétante, signale Guy Larroque, même si le nombre de répondants n'est pas suffisant pour être significatif, les « jeunes » sont plus nombreux que les plus vieux à s'inscrire à la dénomination « Québécois » à ceux qui parlent le français depuis toujours.

En côtoyant tous les jours des gens issus de toutes les cultures de la planète, les immigrants semblent avoir l'impression que le reste du Québec est aussi mélangé que Montréal. Dans les faits, il y a 18% de la population montréalaise qui n'est pas née au Canada. Mais sur cinq immigrants, deux surestiment cette proportion (dont un qui croit qu'elle est plus de 30%) et deux autres la sous-estime. Seuls 17%

La Presse  
Mardi 16/10/2001

# Les néo-Québécois sont la clef du développement du français

NORMAN DELISLE — *Presse Canadienne*

CHICOUTIMI — La bataille du français au Québec se joue chez les néo-Québécois.

Surtout à Montréal; « la survie et le développement de la francophonie vont dépendre de plus en plus des néo-Québécois. Il importe donc de mettre en place des conditions qui créeront une attraction vers le français », a averti hier le professeur Gérard Bouchard, de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC).

M. Bouchard, qui est le frère du premier ministre Lucien Bouchard, témoignait devant les états généraux sur l'avenir de la langue française, lors d'une séance publique au Saguenay.

Mais cette constatation sur la survie du français doit éviter de provoquer « des gestes de panique », a expliqué le professeur Bouchard.

« Des initiatives radicales ne seraient pas fondées et produiraient à long terme des effets contraires à ceux recherchés, en dressant les néo-Québécois contre la langue française et la culture qui y est associée », a-t-il dit.

Quelles sont ces initiatives radicales à ne pas prendre? M. Bouchard a donné quelques exemples: supprimer tout bilinguisme dans l'affichage, forcer les immigrants à fréquenter un cégep francophone lorsqu'ils atteignent le niveau collégial, ou réduire le niveau d'immigrants acceptés annuellement au Québec.

De telles mesures auraient pour effet « la détérioration du statut et de l'image du Québec comme société libérale et respectueuse des droits et libertés », croit M. Bouchard.

Avant d'exécuter des gestes radicaux, il faut « encore donner une chance à l'espoir d'équilibre linguistique pour quelque temps en

core, quitte à faire de nouveau le point dans quelques années », dans le dossier linguistique, croit M. Bouchard.

Il a aussi noté que les indicateurs dont le Québec dispose sont insuffisants pour juger de la situation linguistique réelle. Ils ne permettent pas de poser un véritable diagnostic sur la santé du français au Québec.

Robert Dole, un Américain installé au Québec depuis 32 ans et qui enseigne à l'UQAC, a pour sa part soutenu que la crise majeure que connaît notre système culturel n'est pas seulement vécue au Québec.

Aux États-Unis, pays que M. Dole a quitté en 1968 pour protester contre la guerre au Vietnam, les étudiants manquent de connaissances générales, a-t-il déploré. Dans les universités, on apprend à manier les ordinateurs et à préparer une carrière qui rapportera beaucoup d'argent. L'esprit et l'âme n'existent plus.

Au Québec, les enseignants devraient insister pour que leurs étudiants lisent plus, surtout les grands classiques. « Le prestige de la langue française est dû aux grands écrivains français et nos jeunes méritent de connaître les oeuvres de Racine, Corneille, Voltaire, Baudelaire et Sartre. L'avenir de notre civilisation dépend de son passé », a-t-il dit.

Une écrivaine et enseignante et journaliste du cégep de Jonquière, Danielle Dubé, a plaidé elle aussi pour un retour à la lecture chez les jeunes pour améliorer la langue française au Québec.

« Il faut revoir le nombre d'heures accordées à la lecture, renouer avec la lecture en classe, exiger des retours sur les lectures recommandées », a dit Mme Dubé.

Cette enseignante a constaté que les meilleurs travaux de ses élèves, les textes les plus cohérents et imaginatifs, proviennent de ceux qui lisent.





Anuexe 6

# LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



## Leçons d'une dure campagne

La défaite du PQ dans le comté de Mercier est porteuse de bien des leçons, dont la première est que, sans pour autant verser dans l'enquête policière, les partis politiques devraient vérifier le passé de leurs candidats.

Dans le cas de Claudel Toussaint, l'omission est d'autant plus impardonnable que ce député travaillait comme attaché politique au bureau de l'ancien ministre Robert Perreault. Comment se fait-il que personne, ni au gouvernement ni au PQ, n'ait su que le salaire de M. Toussaint avait fait l'objet d'une saisie et qu'il avait déclaré une faillite personnelle alors qu'il devait près de 18 000 \$ au fisc et 4500 \$ à la Société d'habitation du Québec ?

On n'est plus dans le domaine de la vie privée, ici, et il était pour le moins troublant qu'un parti demande à un groupe de citoyens-contribuables de se faire représenter à l'Assemblée nationale par quelqu'un qui n'a pas payé ses impôts.

C'est cela, et pas le reste, qui constituait le véritable problème de la candidature de M. Toussaint. Évidemment, on a davantage parlé de ses déboires conjugaux. C'est un thème à la mode, et les féministes officielles n'attendent pas rater l'occasion de remonter sur leurs grands chevaux, au mépris du fait que M. Toussaint n'avait aucun casier judiciaire.

L'autre tort du PQ — et justement, ceci explique cela — a été de sauter sur le seul « ethnique » qu'il avait sous la main pour redorer son image ternie par l'affaire Michaud.

Le calcul était aussi cynique que transparent : on se disait que les militants dégoûtés par la mise au ban d'Yves Michaud n'oseraient pas s'en prendre à un candidat de couleur, et que l'entrée d'un péquiste d'origine haïtienne à l'Assemblée nationale (le deuxième après Jean Alfred, il y a... 25 ans) ferait oublier les sorties ethnocentriques du clan Michaud.

Tout cela sentait l'opportunisme et le paternalisme à l'endroit d'une communauté culturelle qui méritait mieux que cela. Les Haïtiens de Montréal sont l'un des groupes les mieux intégrés à la majorité, ils comptent nombre de citoyens qui feraient d'excellents députés, et il y a longtemps que les comtés où ils sont concentrés devraient être représentés par un des leurs.

Si le PQ avait été sérieux, il se serait mis à la recherche de bons candidats d'origine haïtienne avant les élections-générales-périodi-ques de paraphraser en catastrophe une caution « ethnique » dans un comté qui lui causait des maux de tête. Les péquistes de Mercier n'ont d'ailleurs jamais été particulièrement accueillants : on se rappelle comment ils ont envoyé promener Giuseppe Sciortino, en 1994. (À ce chapitre, les libéraux ne font pas meilleure figure. Comment se fait-il que le PLQ, qui recueille tant de voix au sein des communautés culturelles, n'a jamais trouvé le moyen de faire élire un membre d'une minorité visible ?)

On se demande même si, une fois le scandale éclaté, le PQ n'a pas trouvé Intérel à garder M. Toussaint sur les rangs, ne serait-ce que pour se ménager une porte de sortie en cas de défaite : après avoir servi de caution, le malheureux candidat pourrait toujours servir de bouc émissaire...

En tout cas, les dommages moraux sont considérables. À en juger par les réactions dans les tribunes téléphoniques, une bonne partie de la communauté haïtienne croit que c'est le racisme qui est à l'origine de la défaite de M. Toussaint.

La vraie raison est sans doute plus simple : dans une partielle, la personnalité des candidats compte davantage, or le dossier de M. Toussaint était problématique. Mais surtout, le PQ avait méconlénté trop de gens du comté. Il n'est certes pas impossible que l'exposition des déboires de M. Toussaint ait servi de prétexte à un certain nombre d'électeurs qui ne voulaient pas voter pour un Noir, mais ce n'est là qu'une supposition. Dans l'autre plateau de la balance, il y a un fait, et les faits pèsent plus lourd que les suppositions : n'est-ce pas le comté semi-rural et ultra-blanc de Papineau qui a choisi Jean Alfred en 1976 ?

L'autre leçon de cette campagne concerne le rôle des féministes officielles et leur détestable manie de prodiguer des excommunications, comme si elles étaient les gardiennes de la moralité.

La Fédération des femmes, dont on se demande toujours qui elle représente, s'est excusée pour le procès d'intention intenté à Claudel Toussaint, mais il était trop tard. Sainte-Françoise, flanquée de Louise Riendeau, du Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence, avait déjà rendu son verdict du haut de sa chaire : Toussaint était coupable d'avoir « banalisé la violence ». (Le pauvre homme, sa vie privée brutalement évanouie, avait dit que son ex avait « paniqué ». Et si c'était vrai ?)

M. Toussaint a fait ce que doit faire l'homme interpellé par un tribunal féministe — le seul tribunal du pays qui ne respecte pas la présomption d'innocence. Il est allé se traîner aux pieds de sainte-Françoise pour invoquer son indulgence et s'excuser « auprès des femmes », puisqu'il faut croire que Mme David incarne à elle seule les quatre millions de femmes québécoises. On ne sait pas s'il a reçu l'absolution, mais la boue a collé.

Si cette pénible-histoire pouvait convaincre Mme David et ses consœurs de cesser de jouer les Mères supérieures, elle aurait au moins servi à quelque chose. Hélas ! ces dames croient toujours au slogan fasciste (ou maoïste, comme on voudra) qui dit que « la vie privée est politique », alors n'espérons pas trop.

# Discrimination raciale: les recours semblent inefficaces

RIMA ELKOURI

ALORS QU'ON ESTIME que le quart des membres de minorités visibles sont victimes de discrimination, le Tribunal des droits de la personne du Québec n'a presque pas traité de cas de racisme depuis 11 ans. Une situation « invraisemblable », selon la juge Michèle Rivet, présidente du Tribunal, qui se dit « très étonnée » par le nombre « infiniment petit » de dossiers faisant état de discrimination raciale.

« On a eu depuis 11 ans, une dizaine de dossiers en discrimination raciale sur peut-être 500 ou 600 dossiers. C'est quoi le problème? »

« Est-ce parce que les instances judiciaires ne peuvent pas cerner le problème de discrimination? Peut-être. Mais, au point de départ, je pense qu'on a de la difficulté à amener ces dossiers devant le tribunal », a dit la juge Rivet, qui participait, hier, à une table ronde sur le racisme organisée dans le cadre d'un colloque du Centre de recherche-action sur les relations raciales (CRARR).

Le colloque, qui se poursuit aujourd'hui, se veut l'occasion pour une cinquantaine d'experts et de militants de faire un remue-ménages en prévision de la Conférence mondiale des Nations unies contre le racisme, qui aura lieu à Durban, en Afrique du Sud, du 31 août au 7 septembre 2001.

« Je crois que la Conférence mondiale va aboutir à des résolutions concrètes pour mettre fin au racisme systémique », a dit Kerry Buck, de la Commission canadienne des droits de la personne, après avoir souligné que les deux conférences précédentes sur le racisme « n'avaient pas été un échec complet, mais presque... »

« Tous les documents qui sortent des conférences mondiales n'aboutissent à rien si nous, les commissions, les ONG, les membres d'associations luttant contre le racisme, ne travaillons pas pour les mettre en oeuvre.

La tâche est gigantesque », a souligné Mme Buck.

Selon Me Noël Saint-Pierre, le racisme prend des formes « de plus en plus subtiles » et la majorité des victimes n'obtiennent pas justice. « Les passages à tabac, du fait de la couleur de la peau ne sont pas une réalité quotidienne au Québec, a noté l'avocat. Mais on a des situations de congédiements. Une personne se fait systématiquement marginaliser dans un lieu de travail parce qu'elle est différente des autres. Après plusieurs années, elle développe des symptômes de dépression, travaille moins bien et est finalement congédiée officiellement pour incompetence. Ça, oui, c'est une réalité quotidienne. »

Parmi les embûches qui empêchent en général les victimes d'obtenir justice, Me Noël cite la tendance à individualiser les problèmes, plutôt que de les analyser dans leur contexte. « En milieu de travail, et ailleurs aussi, on tend à dire: Si vous avez un problème, c'est votre problème. »

Autre obstacle: au sein du système judiciaire et des institutions qui ont une fonction de répression et de contrôle, que ce soit l'assurance-emploi ou l'aide sociale, on note bien des problèmes de communication interculturelle, déplore Me Noël. « Les gens qui travaillent avec un public multiculturel ne sont pas outillés pour comprendre ce qu'on leur dit », observe-t-il.

Me Noël se dit par ailleurs « relativement critique, sinon très critique » face au travail de la Commission des droits de la personne. « Très peu de causes qui devraient aboutir à une audience où la personne se fait entendre par un tribunal aboutissent réellement. »

En principe, la Commission peut s'adresser à un tribunal, lorsqu'un règlement amiable est impossible, que l'arbitrage est refusé et que les mesures de redressement proposées ne sont pas mises en oeuvre dans le délai fixé.